

<http://pierre-alainmillet.fr/La-France-s-enfonce-dans-la-crise-du-mal-logement>



La France s'enfonce dans la crise du mal logement

- Logement -



Date de mise en ligne : mercredi 5 février 2025

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

J'ai suivi ce 4 février la présentation en ligne du 30e rapport de la Fondation Abbé Pierre, qui confirme de manière à la fois rigoureuse et humaine la profonde crise du mal-logement que nous constatons, des personnes à la rue, y compris des enfants, à l'explosion des charges, de la file d'attente avec 10 demandes pour une offre dans la métropole, à l'impossibilité de répondre aux besoins du vieillissement comme du handicap.

FONDATION ABBÉ PIERRE, NOTRE NOM VA CHANGER.
PAS NOTRE COMBAT CONTRE LE MAL-LOGEMENT.

Jamais nous ne baisserons les bras!

La fondation Abbé Pierre va s'appeler la Fondation pour le Logement des Défavorisés

Comme toujours, la présentation alterne témoignages bouleversants, chiffres rigoureux et analyses politiques croisées. La ministre du logement qui visiblement connaît bien la situation a désespérément tenté de valoriser ce qu'elle essaie de faire sans critiquer le gouvernement et un cadre budgétaire qui poursuit la guerre contre le logement social. Le directeur de la FAP, Christophe Robert, a été très républicain et poli, mais les commentaires en ligne étaient accusateurs. Tout comme les chiffres alarmants qui résument le rapport :

- 735 morts de personnes à la rue ou sans chez soi en 2023, un sinistre record depuis 12 ans.
- 350 000 personnes sans domicile, en hausse depuis les dernières estimations à 330 000 en 2023, 300 000 en 2020, 143 000 en 2012. Sans compter les 590 000 personnes hébergées chez des tiers (hors parents) en 2020 contre 510 000 en 2013.
- 2,7 millions de demandeurs de logement social mi-2024, un record, contre 2,1 millions en 2017.
- 82 000 logements sociaux financés en 2023, environ 84 000 en 2024, contre 124 000 en 2016.
- Une baisse de l'offre locative sociale disponible : de 500 000 logements sociaux attribués chaque année entre 2015 et 2017, à 393 000 en 2023 (- 6 % en un an, - 19 % depuis 2016).
- 19 023 expulsions locatives avec le concours de la force publique en 2023, un record historique, + 17 % en un an.
- 1 484 expulsions de lieux de vie informels entre novembre 2023 et novembre 2024 (+ 34 % en un an).
- 30 % des ménages ont eu froid dans leur logement en 2024, contre 14 % en 2020.
- 11,2 millions de personnes en situation de pauvreté monétaire en France, 600 000 de plus entre 2017 et 2022.
- 259 000 logements mis en chantier en 2024, contre 435 000 en 2017.

Le bilan des gouvernements Macron depuis 2017 est une catastrophe, et il faut se rappeler les discours tenus dans la préparation de la loi ELAN de tous ceux qui regardent les bailleurs sociaux comme un « actif à rentabiliser », bref, des milliards dont de grands groupes privés pourraient s'emparer pour gagner de l'argent quitte à laisser pourrir le patrimoine et les conditions de vie de ses usagers.

Si l'apport de la fondation pour la connaissance précise du mal logement est irremplaçable, merci à toutes celles et ceux qui y contribuent, nous buttons toujours sur une difficulté, que l'éclairage mis sur des situations spécifiques, (celle du handicap cette année), ne met pas suffisamment en lumière, c'est la convergence de fait de toutes les situations de mal logement, et la nécessité d'unir les mobilisations. Car les personnes à la rue ne trouvent pas de place d'hébergement parceque celui-ci est saturé, car personne ne peut en sortir car le logement est lui-même en crise, avec des taux de rotation au plus bas, ce qui interdit aussi de répondre aux besoins de mutation des familles

en suroccupation, comme des anciens cherchant un logement accessible, comme d'ailleurs aussi aux attentes de parcours résidentiel de ceux qui cherchent une amélioration qualitative de leur logement.

C'est ce qui conduit certains à dire « mais pour loger les gens qui sont à la rue, ne faut-il pas voir qui peut faire de la place en quittant le logement social ? » C'est en fait la logique des gouvernements depuis des décennies qui défont le modèle historique d'un logement universel pour tous, pour lequel 70% des français sont éligibles, et le transforment toujours plus en logement des plus pauvres, tout en dénonçant l'absence de mixité sociale !

Sans domicile, mal logés, handicap, vieillissement, décohabitation, mutations, toutes les demandes de logement sont légitimes et il ne faut jamais les opposer. Au contraire, il faut faire converger toutes les mobilisations pour obtenir une vraie politique nationale en faveur du logement, d'un logement diversifié qui réponde à tous. La question centrale est celle de l'effort public pour le logement, donc du budget de l'état, pour l'hébergement, l'aide à la pierre, l'aide aux réhabilitations, aux résidentialisations, à la qualité de vie dans les quartiers.

[Plus de 19 000 ménages ont été victimes d'expulsion locative en 2024]

[11,2 millions de personnes en situation de pauvreté monétaire]

[30 % des ménages ont eu froid dans leur logement en 2024, contre 14 % en 2020]

[Plus de 2,7 millions de ménages étaient en attente d'un logement social mi-2024]

[de nombreux indicateurs de mal-logement sont passés au rouge avec un premier chiffre dramatique]

[Capture d'écran 2025-02-04 135302]

[baisse de l'effort public pour le logement]